Allocations familiales—Loi de 1973

Monsieur le Président, à mon avis les Canadiens sont assez intelligents pour constater la malhonnêteté et le manque de conviction qu'il peut y avoir dans une position comme celle-là et de constater également qu'il s'agit vraiment de confusion politique délibérée pour essayer de tromper la population. Vu que je parle des allocations familiales, monsieur le Président, j'ai lu avec intérêt le discours du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin), et je suis heureux qu'elle ait soulevé dans son discours la question générale des allocations familiales et la question globale d'assistance aux familles et qu'elle a mentionné l'importance, je pense, parfois négative en ce qui a trait à la justice sociale, des déductions personnelles d'impôt pour des dépendants. On parle souvent de l'universalité des allocations familiales.

• (1250)

[Traduction]

Il faut protéger les familles pauvres et utiliser toutes les ressources possibles et imaginables du gouvernement pour y arriver, mais on oublie toujours qu'une des injustices du système, si l'on ne s'en tient pas aux allocations familiales, réside dans les déductions pour les personnes à charge aux fins de l'impôt sur le revenu. Cette déduction n'aide que les personnes suffisamment aisées pour payer des impôts. C'est une des raisons pour lesquelles le crédit d'impôt-enfant a été créé il y a quelques années, et par un gouvernement libéral, et non par un gouvernement conservateur ni par un gouvernement néo-démocrate non plus, puisque les néo-démocrates n'ont jamais été au pouvoir. Voilà pourquoi ce crédit a été créé. Les familles riches le recevaient automatiquement. Il est invisible; il n'existe que sous forme de dépense fiscale, puisqu'il s'agit d'une déduction du revenu imposable. Les familles pauvres ne le reçoivent pas parce qu'elles ne paient pas autant d'impôts sur le revenu que les autres; certaines n'en paient même pas du tout.

Par conséquent, monsieur le Président, je demanderais à tous les députés ici présents ainsi qu'aux Canadiens et au gouvernement, de songer au fait que les allocations familiales constituent un programme de bien-être social, visant à aider les citoyens, avant d'y toucher ou d'en compromettre le caractère universel dans le but de réaliser des économies. Le ministre a dit que c'est un contrat social. J'irais même plus loin; je dirai que c'est un contrat politique, car pour bien des mères, il s'agit peut-être du seul document, du seul contrat, qu'elles ont avec le gouvernement du Canada. Tous les mois, elles reçoivent une enveloppe décorée d'un drapeau canadien, qui contient un chèque portant la mention «Gouvernement du Canada», sur lequel un drapeau canadien est imprimé. Avant de s'en prendre à ce système, il faut réfléchir à la nature sociale et politique des allocations familiales.

J'essayerais plutôt d'économiser de l'argent par le biais du régime d'impôt sur le revenu, car ces déductions aident davantage les familles riches que les pauvres. En supprimant les déductions, on élargit l'assiette fiscale du gouvernement, et on fait économiser de l'argent non seulement au Trésor fédéral, mais aussi à toutes les provinces, à l'exception du Québec, qui se basent sur l'assiette fiscale fédérale pour leurs propres impôts. L'impôt sur le revenu de ces neuf provinces est fonction de l'assiette fiscale du gouvernement fédéral. Ce dernier économisera donc de l'argent, mais les provinces vont probablement économiser, de façon générale, de 30 à 35 p. 100. La

mesure fiscale que prend le Parlement fédéral entraînera automatiquement une économie pour les trésors des provinces.

Il faut se rendre compte de cette dimension fédérale-provinciale et il ne me semblerait pas exagéré de proposer que cette mesure fasse l'objet d'une entente avec les provinces pour que l'argent qu'elles économiseront serve aux familles pauvres par des programmes d'habitation, de subventions directes ou d'une autre forme de paiement. Ce pourrait être un crédit d'impôt provincial pour enfants ou une autre forme de paiement aux familles pauvres, car je ne voudrais pas que le Parlement du Canada...

M. Benjamin: Vous refilez la responsabilité à d'autres.

M. Breau: Non, le député devrait m'écouter attentivement. Toute mesure que nous adoptons ici pour donner davantage aux pauvres et qui a pour effet de faire économiser de l'argent au gouvernement fédéral résultera en une économie pour les provinces de 30 à 35 p. 100, parce qu'elles se fondent sur l'assiette fiscale du gouvernement fédéral pour calculer leurs impôts sur le revenu. Je crois que l'adoption de cette mesure doit s'inscrire dans un accord en vertu duquel l'argent que les provinces vont économiser servira à une forme d'aide aux familles pauvres comme l'argent économisé par le fédéral. Si cela ne fait pas partie de l'entente, je ne suis pas sûr que je voudrais nous voir adopter une mesure sans y attacher des conditions. Je ne me formalise pas qu'on exige des conditions politiques pourvu qu'elles soient justes et libérales, comme celles que je propose.

Des voix: Oh, oh!

M. Breau: Je demande donc aux députés de prendre cette question en considération.

Je termine en vous signalant qu'il est 1 heure, monsieur le Président.

[Français]

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre! Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La Séance reprend à 2 heures.

[Traduction]

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, je suis très heureux d'avoir l'occasion d'intervenir dans ce débat sur le bill C-132, loi modifiant la loi de 1973 sur les allocations familiales.

Ces derniers jours, les ministériels ont essayé, à grand renfort d'éloquence, de nous vanter les mérites du bill C-132. Ils ont dit être fiers de pouvoir appuyer ce projet de loi qui réduit les allocations accordées aux mères, ou plus précisément, aux enfants.

Je n'entends pas me lancer dans un débat de ce genre. Je veux expliquer, le plus objectivement et le plus clairement possible, ce que ce projet de loi essaie de faire. Si nos vis-à-vis jugent que je suis dans l'erreur, ils pourront, lorsque viendra leur tour, signaler les failles qu'ils relèvent dans mon argumentation ou me dire où, selon eux, je mets à côté de la plaque.